

MARIAGES FORCÉS, ESCLAVAGE CONJUGAL ET MASCULINITÉS EN TEMPS DE GUERRE

PAROLES DE FEMMES EN ACTION

Propos recueillis par **Gérald McKenzie**

Elles sont venues du Rwanda, de la République démocratique du Congo, de la Sierra Leone, du Liberia et de l'Ouganda. Avec leurs partenaires de l'Université York, à Toronto, ces activistes ont rencontré le public canadien en novembre dernier, notamment dans les majestueux locaux d'Amnistie internationale, à Ottawa.

Godeliève Mukasarasi, Albertine Mambo Zawadi, Rosaline Mearthy, Amelia Morah Cooper et Teddy Atim accompagnent et soutiennent les femmes et les enfants victimes de la guerre dans leur pays respectif. Les organisations de femmes où elles sont impliquées, en collaboration avec le Harriet Tubman Institute de l'Université York, analysent le lien entre la violence en temps de guerre et les normes de genre, les conséquences de ces conflits sur les enfants et les histoires d'esclavage des femmes actuelles et passées.

L'un de leurs axes de réflexion est de savoir comment rendre effectifs les tribunaux et les mesures de réparations engageant les gouvernements nationaux et la communauté internationale. Un exemple de résultat au plan juridique: la Cour pénale internationale (CPI) a prononcé des mises en accusation en Ouganda notamment contre diverses pratiques du même ordre sous le chef de «réduction en esclavage sexuel».

Ces recherches conjointes entre l'Université York et les groupes de défense des droits des femmes de ces pays africains engagés au niveau local se penchent aussi sur la manière dont les masculinités et les féminités se construisent et se reproduisent au

sein des groupes armés et sur l'influence que cela a sur les comportements des un-e-s et des autres. Elles s'intéressent à comment se constituent et se vivent les masculinités lors de ces conflits. Il ne s'agit pas ici «*de minimiser le fait que la grande majorité des victimes du mariage forcé sont des femmes et des filles, mais bien de faire une évaluation critique des complexités du mariage forcé, de l'esclavage sexuel et du concubinage en suivant une approche tenant compte des sexo-spécificités*».

Bref, leur récent passage à Toronto et Ottawa a permis de discuter de plusieurs recommandations faites aux grands pays donateurs comme le Canada. Au sommet de la liste: le besoin d'un soutien financier accordé directement aux organisations locales. Les agences de l'ONU reçoivent l'essentiel des fonds alloués, mais tous et toutes s'entendent pour dire que le travail à la base, sur le terrain, est plus efficace.

Teddy, Godeliève, Albertine, Amelia et Rosaline en avaient long à dire lorsque *À bâbord!* les a rencontrées dans une petite chambre d'hôtel d'Ottawa à la fin du mois de novembre 2016. En voici l'essentiel.





GODELIÈVE MUKASARASI

Je m'appelle Godeliève Mukasarasi, je viens du Rwanda. À la fin du génocide rwandais, en juillet 1994, j'ai commencé à sensibiliser et à encourager les jeunes à se solidariser.

Il y avait urgence d'agir pour aider les survivantes restées seules et les personnes traumatisées. L'organisation SEVOTA a vu le jour en décembre de la même année. J'ai créé cette association dans le but de ressouder les relations humaines détruites par le génocide et la guerre civile et récupérer la dignité bafouée. Dans le million de personnes tuées lors du génocide, beaucoup étaient des hommes; à tel point que 70% de la population restante était féminine.

Les femmes ont été violées, affamées, laissées sans vêtement et errant dans les chemins après qu'on a tué leurs enfants. Elles étaient parfois cachées un moment, puis chassées du jour au lendemain: «*Va-t'en! On ne veut plus de toi, on ne veut pas qu'on te trouve ici.*» Ça a été un grand voyage physique et un grand voyage mental. Ces veuves-là sont traumatisées, certaines pour la vie peut-être. Une femme qui a perdu tous ses enfants ne peut jamais être en paix avec son cœur.

J'ai donc fondé des groupes de femmes qui avaient des problèmes similaires, découvrant alors la réalité des autres: «*Je pensais que c'était moi la plus mal en point, mais l'autre l'est encore plus que moi...*» Au fil des rencontres, elles ont commencé à chanter, à rire, à créer des liens d'amitié qui ont duré même jusqu'à aujourd'hui. Certaines de ces femmes ont témoigné au Tribunal international pour le Rwanda. Le viol a ainsi été reconnu au niveau international comme crime contre l'humanité grâce aux femmes encadrées par SEVOTA. Maintenant, j'organise des «forums défoulants» pour les femmes dont les enfants sont issus du viol, afin d'échapper à ce lourd fardeau. Ces enfants-là sont à la fois leur propre sang, mais aussi le sang des génocidaires. En conséquence, des femmes maltraièrent leur enfant, ceux-ci se révoltaient. Il était urgent d'organiser des parcours thérapeutiques pour les aider à vivre une vie «normale», avoir des projets de vie.

L'activisme, on sait que c'est le bénévolat qui le caractérise. Au début de tout ce processus, il y a donc cet engagement à accompagner les femmes qui sont victimes de diverses formes de violence, à lutter contre les discriminations. C'est ce travail qui est appuyé par des donateurs.



ALBERTINE MAMBO ZAWADI

Je réponds au nom d'Albertine Mambo Zawadi, je suis la coordinatrice de SOFEPADI¹, en République démocratique du Congo. Grâce à ma formation universitaire, j'ai pu faire de l'accompagnement judiciaire pour la défense des droits des femmes.

La présence des groupes armés tant étrangers que locaux entraîne de graves violations: viols, mariages forcés, enlèvements de femmes et esclavage sexuel, et des cas d'exploitation dans des mines. Le contexte général de pauvreté et d'anciennes coutumes rétrogrades alimentent, sur le plan social, les inégalités entre les hommes et les femmes. Elles ne sont pas représentées dans les instances décisionnelles, leurs voix ne sont pas écoutées et leurs besoins ne sont pas pris en compte. Notre organisme lutte donc pour que les femmes aient une voix sur le plan politique.

Je parlais des coutumes qui sont parmi les causes des violences faites aux femmes. Pour travailler sur ces coutumes, nous créons des clubs de discussion sur les questions liées au genre, entre les jeunes garçons et les jeunes filles, entre les hommes et les femmes, pour qu'ils et elles échangent autour de certaines thématiques des genres et d'égalité homme-femme afin de relever ces défis en rapport avec les us et coutumes qui défavorisent la femme.



ROSALINE MCARTHUR

Je m'appelle Rosaline McArthur, de Freetown, la capitale de la Sierra Leone. J'œuvre au sein du Forum des femmes de la Sierra Leone, notre organisation parapluie. Dans mon pays, les femmes constituent la majorité de la population pauvre et illettrée. Nous vivons dans une société patriarcale où toutes les décisions, tant au sein de la famille que dans la société, sont prises sans que les femmes aient leur mot à dire. ➤

La guerre terminée en 2002, notre organisation s'est engagée dans une campagne pour que les jeunes filles finissent leurs études, idéalement jusqu'à l'université pour qu'elles contribuent au développement national.

Nous créons ainsi des espaces pour que les filles puissent étudier et vivre en sécurité. On leur enseigne qu'elles ont des choix à faire, qu'elles doivent apprendre à connaître leur corps et à savoir comment dire «non!»

Présentement, nous faisons pression pour apporter des changements à la constitution: droits à la terre pour les femmes et au moins 30% de femmes dans les parlements des villes afin que leurs voix soient entendues lors des prises de décision.



AMELIA MORAH COOPER

Mon nom est Amelia Morah Cooper, du Liberia. Je représente un groupe d'aide aux femmes et filles désavantagées créé en avril 2005 après la guerre, qui a

pris fin en 2002. Nous nous engageons à payer leurs études, nous leur apprenons l'agriculture, la couture, la cuisine pour qu'elles soient en mesure de faire de l'argent pour subvenir aux besoins de la famille. La violence sexuelle est élevée au Liberia. Nous sensibilisons donc aussi les femmes et les hommes sur ces questions, nous informons les femmes sur les ressources disponibles et nous les soutenons si elles veulent aller en cour.

Charles Taylor [président du Liberia de 1997 à 2003] a mené une guerre de pouvoir à différentes factions de l'intérieur du pays, pour obtenir le contrôle notamment sur les mines, le caoutchouc et l'or, dont notre pays est très riche. La paix est de retour au pays depuis 10 ans. Maintenant, c'est calme et on sent que nous allons vers des élections. Notre présidente, Ellen Johnson Sirleaf, sera bientôt remplacée puisqu'elle a effectué deux mandats. Son gouvernement s'est efforcé de mettre en place des politiques pour rebâtir un système complètement détruit par la guerre.

Par ailleurs, nous faisons partie d'un réseau régional de femmes pour la paix, le Mano River Women Peace Network, comprenant le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée et, depuis tout récemment, la Côte d'Ivoire. Par exemple, les femmes impliquées dans les échanges commerciaux transfrontaliers, domaine important pour les femmes dans cette région, ont besoin d'être bien informées de tous les protocoles aux frontières. Sur le plan politique, nous offrons une aide à l'enregistrement électoral. Les femmes de notre région sont aussi préoccupées par les questions environnementales, étant donné l'importance de l'agriculture par

exemple. Je concluais en disant que la situation progresse dans notre pays depuis la fin de la guerre. L'engagement des femmes y a joué un grand rôle.



TEDDY ATIM

Je m'appelle Teddy Atim, je viens du nord de l'Ouganda, où le gouvernement a fait la guerre à l'Armée de résistance du Seigneur à partir de 1986. Une guerre connue pour les enlèvements d'enfants, les déplacements forcés, les mutilations et tous les types de crimes contre la population de cette région.

Au début, je me suis engagée dans l'action communautaire parce que des gens de ma famille furent victimes de cette guerre. Mais par la suite, c'est devenu une partie de moi-même. En tant qu'universitaire, j'ai aidé à mener des études détaillées sur les femmes survivantes ayant connu des violences sexuelles trouvant leurs sources dans le conflit armé.

Même si la guerre est terminée, les populations continuent d'en souffrir. Sans services de thérapie physique, d'opérations et de prothèses orthopédiques, de réparations gynécologiques, comment peut-on se refaire une vie et participer aux efforts de reconstruction du pays?

Nous documentons les cas de personnes gravement affectées par le conflit pour les présenter aux autorités locales, nationales et internationales. Les poursuites judiciaires contre les responsables et les réparations judiciaires sont essentielles, mais le besoin fondamental est d'abord la justice sociale et économique. Une fois que les besoins socioéconomiques seront remplis, alors les gens verront l'importance de l'aspect judiciaire. Nous devons ainsi équilibrer nos axes d'intervention.

La société civile continue de faire son travail, mais avec beaucoup de prudence. Nous sommes surveillées, suivies et notre autorisation (licence) en tant qu'organisme peut être révoquée ou non renouvelée. La politique est liée aux pouvoirs d'argent, aux connexions que l'on possède.

Bien sûr, en raison du conflit, les gens ont perdu leurs moyens de vie et de survie, la structure communautaire qui soutenait les plus vulnérables s'est désintégrée. Il n'existe pas de système de protection sociale, excepté celui des groupes de la société civile. Il arrive que des organisations alignent leurs actions en fonction du financement disponible. Or, nous devons au contraire être motivées par les besoins de la population, avec l'objectif d'opérer les changements nécessaires au plus haut niveau politique. Par ailleurs, il faut éviter que l'argent se perde en route: si nous allons chercher de l'argent à Ottawa, ça va d'abord à une grande organisation basée au Canada. Puis c'est transféré à Kampala, la capitale de l'Ouganda. Les différentes couches administratives

accaparent une grande partie de l'argent. Pour une subvention de 10000\$, au bout du compte, on ne verra que 2000\$ pour répondre aux besoins de la population.

UNE COLLABORATION D'ÉGALE À ÉGALE

Teddy, Rosaline, Albertine, Amelia et Godeliève ont insisté pour faire l'éloge de leur partenariat avec le Harriet Tubman Institute² de l'Université York. Ces femmes sont devenues des militantes et des chercheuses au fil de ce partenariat. Il a été fécond dans de nombreux domaines tels que les méthodes d'intervention auprès des victimes et la collecte de données qui pourront servir lors des démarches judiciaires et pour le soutien aux victimes, entre autres.

Annie Bunting, directrice du Projet sur l'esclavage conjugal en temps de guerre (*Conjugal Slavery in War Project*), décrit bien ce type de collaboration d'avant-garde dans la solidarité internationale: «*L'une des dimensions les plus importantes de ce projet est de faire entendre les voix des survivantes et des communautés affectées par les conflits au sein des débats politiques aux niveaux national et international, ainsi qu'influencer les discussions universitaires entourant l'esclavage à des fins de mariage forcé en temps de guerre. En outre, notre objectif est de développer une compréhension plus profonde des pratiques d'enlèvement de femmes et d'hommes pour l'esclavage conjugal en situation de conflits et de renforcer nos capacités et nos connaissances en tant que chercheuses et prestataires de services. Je crois que l'aspect le*

plus innovateur de ce projet est la collaboration des historien-ne-s de l'esclavage et autres spécialistes avec les chercheurs-euses militant-e-s des communautés qui, eux, recueillent et analysent les données. C'est un travail de délibération et de recherche lent fondé sur la solidarité.»

M^{me} Bunting explique en outre qu'un principe fondamental anime les partenaires: «*l'importance d'être des témoins engagés et solidaires par rapport aux atrocités plutôt que des observateurs désengagés et culpabilisants face aux atrocités-en-tant-que-spectacle comme il arrive souvent quand on agit en spectateur.*»

Pour leurs prochains projets de recherche, le Harriet Tubman Institute et les groupes de femmes souhaiteraient avoir une meilleure connaissance des besoins des enfants nés du viol en temps de conflit. Devenus de jeunes adultes, quelle est leur situation? Par ailleurs, les démarches judiciaires sont importantes, mais les besoins d'autonomie économique des femmes doivent également être pris en compte dans le travail de terrain. Enfin, qu'en est-il des victimes masculines de l'esclavage conjugal et du mariage forcé et du rôle de la paternité en temps de guerre ou de paix? 

Photos : Luisa Cruz et Gérald McKenzie.

1. Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral, qui œuvre à la promotion et la défense des droits des femmes en RDC. Pour en savoir plus, lire notre entretien avec la présidente de SOFEPADI: «*Julienne Lusenge, pour la dignité des Congolaises*», À bâbord!, n° 66, octobre-novembre 2016.

2. Harriet Tubman (1820-1913), ancienne esclave afro-américaine, fut une militante acharnée ayant lutté pour l'abolition de l'esclavage, pour le droit de vote des femmes et contre le racisme.

